

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

20 juillet — 2 août 1970

LE NUMERO :

8^{ème} ANNEE — N° 85

0,50 F - 5 F. B.

Le syndicalisme européen et nous

D'après un article du "Monde" du 1^{er} juillet 1970, le prolétariat d'Europe occidentale et septentrionale se répartit de la façon indiquée ci-dessous entre les trois centrales internationales de la C. I. S. L. (Confédération internationale des syndicats libres), de la F. S. M. (Fédération syndicale mondiale, d'obédience moscovite, dont le siège est à Prague) et de la C. M. T. (Confédération mondiale du travail, regroupant les syndicats chrétiens, laïcisés en 1968, à l'exception des organisations démocrates-chrétiennes d'Italie, adhérant à la C. I. S. L.) :

PAYS	C.I.S.L.	F.S.M.	C.M.T.	TOTAL
Angleterre	9.000.000			9.000.000
Allernagne Fédérale	6.200.000		250.000	6.450.000
Italie	3.500.000	3.500.000		7.000.000
Suède	2.376.000			2.376.000
Danemark	895.000			895.000
Belgique	750.000		850.000	1.600.000
France	700.000	2.400.000	800.000	3.900.000
Pays-Bas	600.000		700.000	1.300.000
Norvège	570.000			570.000
Finlande	494.000			494.000
Luxembourg	35.000			35.000
Total	25.120.000	5.900.000	2.615.000	33.635.000

Notons tout de suite que, face à ces quelque 34 millions de salariés syndiqués d'Europe occidentale, il doit y en avoir à peu près autant, et peut-être un peu plus, en U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires » qui se trouvent emprisonnés dans des « syndicats » d'Etat plus proches des corporations fascistes que d'associations économiques ouvrières, et il faut encore ajouter les prolétaires espagnols enfermés dans les corporations phalangistes. La démagogie démocratique a coutume de résumer cette situation de la classe ouvrière européenne en disant qu'elle est pour une moitié « esclave » ou « serve » de l'Etat national, mais pour une autre moitié, Dieu merci, toujours « librement organisée ». Simplification combien trompeuse !

Nous n'entendons pas nier par là l'impitoyable assujettissement du prolétariat des pays soi-disant « socialistes » et de l'Espagne franquiste à l'impératif totalitaire de l'accumulation du capital. Non. Dans ces pays, les « syndicats » n'ont de syndical que le nom : rouages de l'Etat, ils excluent congénitalement la lutte revendicative et à plus forte raison la lutte politique de classe; dans la perspective révolutionnaire, ils sont donc promis à la même destruction que toutes les autres institutions étatiques, et on voit mal comment la classe ouvrière de ces pays pourrait lutter contre la faim de plus-value de ses exploités sans reconstituer des organes de défense de classe indépendants.

Ce que nous nions par contre, c'est que la « liberté » de la classe ouvrière de se défendre contre les exigences identiques du patronat et de l'Etat occidentaux soit aussi grande que le prétendent les démocrates de tout poil. Une telle « liberté » n'a en fait jamais existé, même aux plus beaux temps du libéralisme, car entre le patronat monopolisant le pouvoir et toutes les ressources, et les salariés réduits à vendre leur force de travail et dépourvus de réserves, la lutte n'a jamais été égale qu'en pure théorie !

A l'époque impérialiste, les choses se sont encore aggravées. D'une part, l'Etat bourgeois s'est considérablement renforcé. D'autre part, l'immédiatisme ouvrier a secrété toute une mafia de bureaucrates syndicaux qui, depuis plus de soixante-dix ans, agissent au sein du prolétariat comme agents directs de la bourgeoisie. Dès 1919, cette plaie a été clairement dénoncée par

l'Internationale communiste. Entre ses II^e et III^e Congrès, elle constitua même pour la combattre l'Internationale syndicale rouge en collaboration avec les syndicats qui, dans l'intervalle, avaient adhéré au Bureau syndical organisé par le II^e Congrès. Il ne s'agissait pas de fabriquer des annexes syndicales plus ou moins artificielles aux Partis communistes des différents pays ; il

s'agissait « d'expliquer à tous les » prolétaires que le salut ne consiste pas à sortir des anciens » syndicats pour en créer de nouveaux ou pour se disperser en une » poussière d'hommes inorganisés, » mais à révolutionner les syndicats, » à en chasser l'esprit réformiste et » les chefs traîtres pour en faire » une arme active du prolétariat révolutionnaire. » (" La lutte contre l'Internationale jaune d'Amsterdam " ; III, 3^e Congrès de l'I. C., 1921).

De cette première phase de la lutte du communisme contre l'étroite ligue du capitalisme et de l'opportunisme, que reste-t-il cinquante ans après ? Que reste-t-il aujourd'hui qu'il n'y a plus depuis longtemps ni Internationale politique ni Internationale syndicale rouge ?

**

Le tableau ci-dessus le montre avec éloquence. A elle seule, la C.I.S.L., représentée dans tous les pays européens sans exception groupe 75 % des effectifs totaux : or qu'est-ce que la C.I.S.L. si ce n'est « l'Internationale jaune d'Amsterdam » continuée, c'est-à-dire le syndicat ouvrier resté sous la coupe de démocrates et de sociaux-démocrates, c'est-à-dire d'anti-communistes de toujours ? Ce fait suffirait à lui seul à mesurer l'ampleur de la défaite des communistes des glorieuses années 1919-1921.

En Grande-Bretagne, en Suède,

(Suite page 4)

CUBA

La mélasse nationaliste

Dans son résumé hebdomadaire du 17 mai 1970, "Granma", organe du P. C. cubain, publie un article intitulé « Lénine et la Science ». Lénine y est salué comme « le fondateur du premier Etat socialiste », une sorte de Castro avant la lettre, dont le souci majeur était la grandeur de la Russie. La formule lapidaire de Lénine : « Le socialisme c'est le pouvoir des soviets et l'électricité » y est naturellement rappelée comme la « recette » russe, étant sous-entendu que celle de Cuba est « la canne à sucre et encore la canne à sucre ».

En bons nationaux-communistes, les castristes ne veulent retenir de la révolution d'Octobre que les tâches nationales, en soulignant bien qu'il s'agissait là des investissements nécessaires au « socialisme » russe actuel. Ainsi, la lutte contre l'analphabétisme qu'ont dû mener les Bolchéviks est qualifiée de socialiste, alors qu'elle était précisément dictée par l'insuffisance du développement bourgeois de la Russie, comme à Cuba aujourd'hui du reste. « Aussi, malgré les énormes difficultés du jeune Etat socialiste, Lénine ne lésine pas sur les moyens de développer au maximum l'instruction publique, l'éducation du peuple. A son avis, les investissements qui pourraient être faits dans ce but seraient toujours les plus profitables. »

Pas un mot sur les tâches internationales de la dictature du prolétariat que l'on réduit à la gestion économique nationale : « On sait que dans l'esprit de Lénine, les tâches de la dictature du prolétariat ne se réduisaient pas à briser la résistance des anciennes classes dominantes. Le nouvel Etat, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, doit se charger de la direction (avec l'aide de la Science et de la planification et par le passage des larges masses populaires au pouvoir) de tous les processus sociaux, y compris naturellement l'éducation des nouvelles générations, la préparation des futurs spécialistes et le développement de la technique et de la science. »

Lénine aurait donc été le grand prêtre de cet abrutissant culte de la science et de la technique que toute société bourgeoise en for-

(Suite page 4)

CE QUI NOUS DIFFÉRENCIE DU GAUCHISME : LE CRITÈRE DU PROGRAMME

Dans une sorte de lettre-circulaire adressée aux divers courants révolutionnaires, un « groupe de jeunes » les somme littéralement d'expliquer leurs positions et leurs divergences, qu'ils jugent inextricables. Cette exigence, impétueuse et naïve à la fois, a le mérite d'exprimer la perplexité d'une génération têt sollicitée par l'action militante, mais venue à la vie politique au moment où le chaos doctrinal atteint son summum. Pour cette raison, nous obtiendrons à cette ingénue mise en demeure en tentant d'expliquer, dans le cadre étrié de ces colonnes, ce qui nous distingue des courants gauchistes et nous oppose à eux.

La tâche n'est pas aussi simple que l'imaginent nos jeunes correspondants. Ce qui est commun à tous les gauchismes c'est tout à la fois ce qui nous sépare d'eux, rend leur unification possible et la voue à de futures et nouvelles scissions. C'est la contradiction permanente qui existe entre l'intransigeance révolutionnaire qu'ils affirment et le tissu de compromis qui leur tient lieu de ligne politique. Les deux principaux courants gauchistes, par exemple, "Ligue Communiste" et "Lutte Ouvrière", veulent « construire le parti révolutionnaire », mais s'efforcent de noyauter le P. S. U. réformiste et petit-bourgeois. Ils envisagent de plus de s'unifier sur la base de « l'acquis du trotskysme », mais l'interprètent de façon toute différente en ce qui concerne notamment la structure du futur parti unifié, sa tactique à l'égard des classes moyennes ou face aux luttes armées du Tiers-Monde.

Pourquoi disons-nous que, dans

a-t-il cessé de l'être ? Lorsque la III^e Internationale prétendit gagner les ouvriers sociaux-démocrates à la révolution en concluant, sous couvert de « Front unique », des pactes politiques avec leurs chefs : les sociaux-démocrates ne devinrent pas des communistes, mais ces derniers furent reconvertis à la social-démocratie. C'est exactement la même faute, toutes proportions gardées, que répètent les gauchistes actuels en prétendant « convaincre » les petits-bourgeois du P. S. U. ! Comment les partis de l'ex-Internationale communiste abandonnèrent-ils le principe fondamental du marxisme, la dictature du prolétariat, pour en arriver à la démocratie « véritable » ou « renouée » ? En remplaçant la formule de Marx par celle du « gouvernement ouvrier », en élaborant des « programmes de transition », exactement les mots d'ordre dont les gauchistes d'aujourd'hui font leur credo !

Tout comme les vrais communistes d'il y a cinquante ans, qui composaient pour parvenir rapidement à des partis de masse, tout comme les stalinien des années 30 qui vantaient « l'unité » avec les canailles de la social-démocratie, les gauchistes « oublient » le programme pour nourrir l'espoir du nombre, abandonnent le solide terrain scientifique du déterminisme pour faire razzia dans les sables mouvants des engouements du moment !

**

Bien entendu, ce travers n'est pas le fait d'individus, mais d'une

tradition politique hélas héritée du grand Trotsky qui commit le précédent fatal de créer la IV^{ème} Internationale sans tirer les leçons de la faillite de la Troisième. Nous partons, nous, de l'analyse de cette faillite et incluons dans la réhabilitation du programme historique du prolétariat la condamnation sans appel des méthodes et pratiques qui provoquèrent son abandon. Nous ne disons pas que lorsque cette tâche sera accomplie, tout ce qui est nécessaire au parti de demain - nombre, force, influence - sera réuni. Mais il ne lui manquera rien de ce qui lui est indispensable et sans quoi même un embryon de parti de classe n'est pas viable.

Nous réduisons ici le rappel des positions fondamentales du marxisme à ce qui est strictement nécessaire pour montrer combien les gauchistes s'en écartent sur les points suivants : l'appréciation des luttes armées du Proche et de l'Extrême-Orient, parce qu'elle révèle une grande confusion sur la nature sociale exacte de ces mouvements ; l'acceptation de la dictature du prolétariat comme « démocratie ouvrière », parce qu'elle escamote la notion marxiste de l'Etat ; les critères économiques du socialisme, parce que l'essentiel, c'est-à-dire la destruction de l'économie de marché, en est absent ; enfin la question des « fractions » dans le parti révolutionnaire futur, parce qu'elle résume à la fois l'éclectisme programmatique du gauchisme et son incompréhension de la contre-révolution russe.

(Suite page 4)

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU " PROLÉTAIRE "
 Organe du Parti Communiste International

N° 13 — 20 juillet - 6 septembre 1970

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

SYNDICAT DE CLASSE ou organisme d'utilité publique

Voilà sans doute une question que l'on ne manquera pas de poser à l'annonce de l'attribution à la C.G.T. d'une subvention « pour la formation syndicale et sociale » égale à celle que perçoivent, depuis plusieurs années, la C.F.D.T. et F.O. Du grand bonze au simple délégué, les plus nombreux répondront sans doute qu'il faut s'en réjouir puisque désormais les dernières discriminations sont abolies : tous accèdent sur un pied d'égalité à l'attention généreuse de l'Etat, et tous pourront palper sans exclusive l'argent qu'il consent à lâcher. Quelle leçon de démocratie !

Le prétexte invoqué pour cette transaction est celui de la « complexité » du rôle actuel du délégué syndical, qui exigerait une connaissance approfondie en matière de législation du travail, de Sécurité Sociale et autres maquis juridiques qui n'ont pris une telle importance qu'en raison du sabotage des luttes dans les transactions et les compromis. D'où la nécessité d'une « recherche syndicale » (?), qui sert de paravent tout trouvé à cette corruption : il s'agit tout simplement de rechercher dans des dédales du droit bourgeois des raisons supplémentaires pour saborder les luttes, de donner aux ouvriers l'illusion selon laquelle leur lutte est une lutte juridique, d'ancrer dans leurs consciences le préjugé selon lequel des spécialistes du droit pourraient seuls mener à la victoire, parce qu'ils seraient seuls capables de découvrir les garanties qui, selon ces messieurs, auraient été semées par la bourgeoisie à chaque détour de son code.

Comme on le voit, cette « recherche » n'est qu'un pas en avant dans le reniement, une nouvelle négation du syndicalisme de classe : pour aller jusqu'au bout dans cette voie, il est évidemment nécessaire de « former » de nouveaux syndicalistes, rompus aux ruses de la discussion et du compromis, éduqués dans le sens du maintien des bons rapports avec le patronat, sur la base du respect accordé à l'expression légale de l'exploitation. Voilà ce que signifie la « recherche syndicale » : dupes supplémentaires, celle qui consiste à faire passer l'idéologie de la collaboration pour une possibilité plus grande de lutte.

Pour jouer jusqu'au bout ce rôle négateur, la direction actuelle de la CGT a employé toute son énergie à se présenter comme un « interlocuteur valable » ; elle a dévoyé les éléments les plus combattifs en les faisant entrer sous le prétexte de la « formation » dans la caste servile des nouveaux « responsables » ; elle a multiplié les « stages syndicaux » destinés à inculquer à ces éléments l'idéologie générale de la collaboration. Pour mener cette œuvre à bout, les deniers de l'Etat seront sans doute bien accueillis : ne permettent-ils pas de voler vers de « nouvelles conquêtes » ?

Mais tous ceux qui aujourd'hui présentent cela comme un fait positif ont oublié un peu trop vite que, dans un passé proche, ils se targuaient précisément de leur « indépendance » et accusaient les deux autres centrales d'accepter cet ar-

gent qu'ils reçoivent aujourd'hui avec une larme de reconnaissance. Il fallait alors sauver le masque et préserver les dernières apparences d'une lutte réelle pour la défense des salariés : on s'appuyait sur le fait que la C.G.T. ne recevait aucun subside pour crier sur tous les tons que le patronat avait reconnu son « véritable ennemi », et qu'il avait fait de lui-même la séparation entre les syndicats jaunes et la grande centrale.

Il est vrai que cela n'a pas duré longtemps puisque peu après ceux qui s'étaient tant vantés se répandirent en lamentations sur l'inégalité qui les frappait et se mirent à réclamer leur part du gâteau.

Aujourd'hui, ils ont enfin obtenu satisfaction : leurs mérites sont reconnus officiellement. Pour notre part, nous n'y voyons que le prix payé par l'ennemi de classe pour des années de trahison : la différence est qu'aujourd'hui la dette est RECONNUE. Il s'agit à la fois d'une marque de reconnaissance et d'un moyen supplémentaire pour orienter l'ensemble du syndicat dans la voie de l'intégration. Les opportunistes peuvent se frotter les mains : l'Etat bourgeois lui-même leur donne les moyens de parfaire leur sabotage.

Nous, communistes, dénonçons la direction actuelle de la C.G.T. qui se solidarise avec l'Etat bourgeois et ses laquais jusqu'à accepter l'argent de la corruption : comment imaginer que le syndicat lutte contre le pa-

tron dès lors qu'il accepte son argent ?

Comment ne pas combattre ceux qui BRADENT la moindre tentative de radicalisation pour mieux se vendre à l'ennemi de classe ?

Pour cela, il faut dénoncer les illusions copieusement entretenues par les « responsables » de tout acabit : l'Etat bourgeois n'est pas un arbitre impartial qui planerait au-dessus des classes, mais le défenseur des intérêts généraux du capitalisme. Son argent, que l'opportunisme accepte avec empressement, paie le capital, c'est-à-dire le sang et la sueur du prolétariat. Le syndicat de classe n'est pas un « interlocuteur valable », prêt à monnayer ses services : il est l'école de guerre du communisme et n'a que faire des détours mystificateurs de la « recherche syndicale » ; son rôle consiste à organiser les ouvriers autour des mots d'ordre immédiats de lutte de classe, à vaincre leur concurrence et leurs divisions, à assurer l'union grandissante des travailleurs pour en faire la formidable force révolutionnaire qui, menée par son parti de classe, aura pour tâche d'abattre à tout jamais l'Etat bourgeois et ses valets opportunistes.

Ceux qui, pour mieux faire oublier leur propre corruption accusent mensongèrement les révolutionnaires d'être payés par l'Etat ou la police devront désormais faire bien attention : l'argent qu'ils viennent de palper est la trace indélébile de leur propre corruption.

Comment l'opportunisme ment à la " jeunesse travailleuse "

Vouée au chômage, à la sous-rétribution avant d'être brisée par les servitudes et les capitulations, la jeunesse en général et la jeunesse travailleuse en particulier, sont de toute évidence destinées, au moment où la crise capitaliste se précise et les « valeurs » bourgeoises s'écroulent, à constituer le ferment d'agitation le plus dangereux pour l'ordre établi. L'opportunisme ne pourrait jouer son rôle spécifiquement contre-révolutionnaire si cette jeunesse lui échappait. Aussi s'emploie-t-il activement à la flatter, à la corrompre, à la dépouiller de ses idées de révolte. C'est ce qu'illustrent les interventions des dirigeants de la C.G.T. lors du « rassemblement de la jeunesse travailleuse » des 7-9 mai derniers et plus particulièrement le discours de J.-L. Moynet passé maître en cette matière.

Ce sont les jeunes qui éprouvent le plus directement les effets des contradictions exacerbées de la société bourgeoise, qui sont contraints de vendre leur force de travail à vil prix, qui se trouvent massivement frappés par le chômage, manquent de la qualification exigée ou, lorsqu'ils la possèdent, ne

découvrent pas d'emplois correspondants. Ces contradictions, qui plongent leur racine profonde jusqu'au cœur des rapports de production capitalistes peuvent et doivent susciter chez leurs victimes une haine révolutionnaire. L'opportunisme, au contraire, se dépense pour accablant l'idée réformiste qu'on peut les faire disparaître sans bouleverser de fond en comble la société bourgeoise. Telle était bien la tâche assignée à Moynet et voici comment il l'a remplie.

Son argument central, pour être soigneusement caché, n'en est pas moins une impudente apologie du mode de production bourgeois, son habileté et son savoir n'intervenant que pour dissimuler qu'il s'agit d'une capitulation définitive devant l'éternité du salariat. Toute sa science se ramène en

effet à cette constatation triviale que, sous le capitalisme, les ouvriers ne travaillent que si la production est prospère et que, leur rétribution étant fonction de la valeur de leur force de travail, ils peuvent l'améliorer en augmentant cette valeur par l'acquisition de nouvelles connaissances professionnelles. Bien entendu, ces choses-là il ne les a pas dites aussi clairement et bêtement : la production pour le profit dont il veut la « prospérité » se métamorphose dans sa bouche en production en général : le « perfectionnement continu » qu'il revendique pour la force de travail salariée, il l'aurore du double-mérite de « servir les intérêts du pays » et de conférer au travailleur bien-être, loisirs et honorabilité !

Il nous faut ici apprendre aux jeunes, qui ne peuvent le savoir, quel « maître à penser » a formé tous les J. L. Moynet du monde, quelle immonde « école de socialisme » a réussi le tour de force de transformer, aux yeux des ouvriers, le bague salarial en temple de la déesse « Production ». Alors que l'opportunisme social-démocrate a germé sur la base de l'exaltation des aspects principalement politiques de l'idéologie bourgeoise (parlementarisme, liberté, justice, etc...) le stalinisme, tout en passant par la même voie d'asservissement aux « valeurs démocratiques », a dû aller plus avant dans la capi-

tulation programmatique et faire sien le credo économique bourgeois en faveur de la production. A l'origine de ce fait, il y eut le culte de la gestion stalinienne, faussement étiquetée « socialiste », de l'Etat russe. Mais après avoir hystériquement vanté la productivité du travail, le stakhanovisme, dénoncé « l'égalitarisme putride des salaires » en Russie, il n'y avait plus qu'un pas à faire pour sacrifier aux mêmes dieux dans l'Occident ouvertement bourgeois.

A ce point de la falsification idéologique, toute bribe de marxisme est enterrée : la production capitaliste n'est plus qu'une mauvaise utilisation de la production tout court, la forme salariale est critiquée comme répartition injuste du produit social et non comme une spoliation de la force de travail, l'anarchie de la production bourgeoise devient le fait d'une volonté anti-sociale des « monopoles » et non plus une tare inguérissable du mode de production capitaliste. De ceux qui en doutent écoutent Moynet.

Sa grande astuce consiste à tirer des conclusions fausses de constatations parfaitement justes. Le capitalisme est-il insupportable, inhumain ? Oui, dit Moynet en soulignant complaisamment toutes les misères et contradictions du système.

(Suite page 3)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS. — Le dimanche 26 juillet, de 10 h. à 12 h., et le samedi 1^{er} août, de 15 h. à 19 h., au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), métro Gobelins.
- A MARSEILLE. — Le samedi 1^{er} août, de 15 h. à 19 h., au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

Ce qui nous différencie du gauchisme

(Suite de la 1^{re} page)

Peut-on considérer comme socialistes les mouvements qui luttent pour l'indépendance du Viêt-nam ou de la Palestine ? Le socialisme n'est possible qu'au terme d'un processus historique ayant réalisé : un stade déterminé de développement des forces productives (travail associé, technique moderne, production de masse) ; une profonde transformation des formes sociales pré-capitalistes (expropriation et prolétarianisation des petits-producteurs indépendants) et enfin l'étape historique qui est dévolue à un pouvoir bourgeois. Ces conditions ne sont visiblement réunies que dans les pays capitalistes développés. Que ceci n'exclue pas la possibilité d'une révolution prolétarienne dans un pays arriéré, le glorieux exemple d'Octobre 1917 en Russie suffirait à le prouver. Mais lorsque le prolétariat prend le pouvoir dans un pays où une autre révolution est encore nécessaire, il ne peut le conserver et œuvrer pour un socialisme futur, et c'est encore le cas russe qui nous l'enseigne, que s'il est « relayé », dans le cadre d'une lutte internationale contre le capital, par la victoire révolutionnaire de la classe ouvrière des pays « avancés ». Aujourd'hui, de toute évidence, n'existent ni cette lutte internationale, ni ces victoires prolétariennes dans l'Occident développé : les mouvements insurrectionnels du Tiers-Monde demeurent enfermés dans les limites étroites de révolutions nationales, démocratiques, bourgeoises.

Entre capitalisme et socialisme, il n'y a pas d'autre transition possible que la dictature du prolétariat. Dictature et non démocratie. L'épithète « ouvrière » accolée à ce dernier terme par les gauchistes illustre leur opportunisme qui imagine ainsi introduire en fraude, auprès de recrues mal guéries des illusions de la démocratie « véritable » ou « avancée », le contenu, révolutionnaire et nullement démocratique, que lui donnait Lénine en entendant par là participation de tous les travailleurs à la gestion de la dictature prolétarienne.

Cette manœuvre dérisoire des gauchistes peut bien favoriser leur recrutement, mais elle renforce par ailleurs l'utilisation éhontée, par les stalinien, de la formule de Lénine que, pour cette raison, nous rejetons.

Pour Marx, le socialisme commence lorsque la force de travail cesse d'être une marchandise, c'est-à-dire par la substitution du bon de travail au salaire en argent, l'accès direct des travailleurs aux stocks sociaux sans l'intermédiaire du marché, la planification centrale de la production éliminant l'autonomie des entreprises. Les formules « auto-gestionnaires » communément admises par le P.S.U., la C.F.D.T. et les gauchistes, laissent intactes ces catégories capitalistes que la révolution doit abattre en premier lieu. Elles n'ont rien de socialiste et leur principal résultat est de donner une teinture « révolutionnaire » à des mesures de collaboration de classe qui ne diffèrent de la « participation » gaulliste que par une bonne dose supplémentaire de démagogie.

La panacée découverte par les gauchistes contre la dégénérescence du parti prolétarien, c'est la reconnaissance solennelle, dans ce parti, du droit de fraction. Cette position découle d'une interprétation erronée de la contre-révolution russe selon laquelle si la démocratie interne avait été respectée, elle n'aurait pas eu lieu. C'est prendre l'effet pour la cause. Si le stalinisme a triomphé, c'est d'une part en raison du reflux de la révolution internationale, et de l'autre, parce qu'après le second congrès de

l'I.C., programme et tactique ont cessé d'être clairement affirmés et défendus. En acceptant des pans entiers de la social-démocratie et sur une plateforme équivoque, en réglant les divergences par des manœuvres de congrès, en pratiquant des alliances politiques inconsidérées, en se créant au sein des différents PC des fractions occultes qui lui étaient favorables, en sanctionnant les fautes politiques au mépris des responsabilités réelles et de ses responsabilités propres, le centre dirigeant de l'IC a littéralement frayé la voie au système policier et diplomatique qui a triomphé avec Staline.

Contre de telles fautes le droit aux fractions est pire que le mal. Le parti mondial du prolétariat doit, sous peine de désastres, être centralisé, discipliné, homogène. Son seul moyen d'y parvenir, c'est l'accord le plus rigoureux entre programme et action, la définition la plus claire de la tactique adoptée, la persévérance et la continuité la plus tenace dans son application. Vérité et clarté ne sont pas, pour l'organisation de la classe révolutionnaire, des impératifs moraux, mais des exigences d'efficacité scientifique. La dégénérescence et la corruption ne sont pas des produits *suis generis* du parti prolétarien, mais le résultat de l'intrusion de forces sociales externes et d'un état de moindre résistance devant ces forces. Le communisme international a fléchi puis capitulé sous la pression conjuguée de l'opportunisme européen et de la contre-révolution interne russe : à la faveur du reflux de la lutte révolutionnaire en Europe et en Asie, les fractions social-démocrates imprudemment admises dans l'Internationale se ligèrent avec Staline pour liquider l'opposition bolchevique représentée par Trotsky.

Les gauchistes, qui aiment à répéter qu'il existait des fractions dans le parti bolchevique, oublient que ce phénomène est toujours symptôme de crise dans l'organisation. Dans le P. C. russe il exprimait l'impossibilité dans laquelle la révolution d'octobre, isolée, était fourvoyée. C'est une chose de constater ce désastre, c'en est une autre de le théoriser et de le sanctionner au départ. Les courants gauchistes qui courent à l'unification en brandissant le droit de fraction ressemblent à de futurs jeunes mariés qui, sans se préoccuper des clauses du contrat de mariage, disputeraient sur celles du divorce prévu !

A ceux qui diront que programme et divergences comptent peu et qu'il s'agit de « faire nombre », nous répondrons que si la reconstruction du parti de classe ne dépendait que de cela, elle serait chose facile. En réalité elle suppose, d'une part la sélection, dans le chaos informe des luttes sociales, des impulsions et individus intuitivement orientés dans le sens de la lutte la plus radicale, d'autre part l'intervention aux divers « niveaux » de cette lutte pour la coordonner suivant le programme et la perspective de la révolution. Cela suppose avant tout que ceux qui ont conscience de ce programme et de cette perspective, ne la perdent pas, ne l'altèrent pas, ne se retrouvent pas un jour, dans leur propre organisation, dépouillés par ceux-là mêmes qu'ils y ont, trop à la légère, accueillis.

« Je préfère avoir raison tout seul que tort avec cent imbéciles », disait Lénine. Cette boutade pourrait amèrement être jetée à la tête des gauchistes qui, dans leurs tribulations et manœuvres, ont souvent pu recruter des adhérents, mais jamais retrouver le programme historique de la classe prolétarienne.

Le syndicalisme européen et nous

(Suite de la 1^{re} page)

au Danemark, en Norvège et en Finlande où existe l'unité syndicale sur la base démocrate et social-démocrate, la tentative d'Internationale syndicale rouge n'a laissé aucune trace tout comme si elle n'avait jamais eu lieu. Aujourd'hui, pour les rares communistes révolutionnaires de ces pays, les questions de la lutte syndicale se posent donc exactement dans les mêmes termes qu'au temps de l'I. C. Seules les conditions ont changé : d'une part, en cinquante ans, l'infamie des « chefs opportunistes traîtres » n'a fait que croître et embellir, tandis que les communistes dignes de ce nom allaient s'affaiblissant ; mais il est permis de penser que d'autre part, en cinquante ans, les grandes vérités du communisme sont devenues aussi plus faciles à saisir, et qu'après un délai de réflexion... d'un demi-siècle, il n'est pas jusqu'à des Britanniques et des Scandinaves qui ne puissent comprendre des directives de lutte que leurs grands-pères avaient, en leur temps, jugées inutilement extrémistes voire insensées !

L'influence communiste en Allemagne et au Bénélux fut plus grande qu'en Angleterre et en Scandinavie, mais elle n'a pas laissé de traces dans la structure syndicale. On peut donc en dire autant des communistes révolutionnaires militant parmi les ouvriers allemands, belges, hollandais et luxembourgeois que de ceux qui travaillent en Grande-Bretagne, en Suède, en Norvège, en Finlande et au Danemark. Il y a toutefois une aggravante dans leur cas : ici, à côté des centrales social-démocrates, existent des syndicats jaunes, c'est-à-dire les organisations ex-confessionnelles de la C.M.T., dont les effectifs sont même supérieurs, au moins en Belgique et en Hollande.

Restent la France et l'Italie. Là, deux fortes centrales adhérant à la F. S. M. témoignent encore de l'influence que le communisme y a exercée dans le passé, à des degrés différents, il est vrai, mais c'est là une autre question. Egale en force à la C.I.S.L. en Italie, plus nombreuse d'un tiers que C.I.S.L. et C.M.T. réunies en France, elles n'atteignent pourtant pas à elles deux 18 % de l'effectif total.

Contrôlées par les partis communistes dégénérés et retombés dans un nouveau social-démocratisme, elles n'ont pas pratiqué une politique moins honteuse que les centrales C.I.S.L. et C.M.T. des autres pays à l'égard du mouvement revendicatif et à plus forte raison du prolétariat comme classe. Pourtant, leur direction est obligée de compter avec une tradition non seulement anti-chrétienne, mais aussi anti-socialiste de la base qui s'expliquerait déjà du seul fait qu'il y a quinze ou vingt ans les P. C. dénonciaient encore avec virulence les socialistes, pour des raisons qui pouvaient sembler de classe aux ouvriers. Les communistes révolutionnaires militant en France et en Italie ne peuvent pas ignorer ces traditions, même si en toute objectivité il est impossible d'établir que la direction de la C.G.T. affiliée à la F. S. M. soit moins infâme que celle des centrales C.I.S.L. ou C.M.T. Ils ne peuvent donc pas renoncer non plus à appuyer de toutes leurs forces l'opposition que la propagande faite en Italie par la C.G.I.L. (l'équivalent de la C.G.T.) elle-même en faveur de l'unité syndicale avec les organisations jaunes a déjà suscitée dans la classe ouvrière, pas plus qu'à combattre cette propagande en France, où elle est beaucoup plus platonique. Il n'y a donc aucune incohérence à militer dans les syndicats C.I.S.L. en Angleterre, Bénélux et Scandinavie d'une part, et d'autre part à former des comités de défense de la C.G.I.L. contre la fusion avec ces mêmes syndicats C.I.S.L. comme le font nos camarades en Italie. Pour prétendre le contraire, il faudrait nier l'existence même des traditions en question.

De toutes façons, ce qui compte aujourd'hui que les P. C. ont partout totalement dégénéré, ce n'est pas l'existence formelle de trois centrales européennes, la F.S.M., la C.I.S.L. et la C.M.T., toutes aussi traîtres au prolétariat l'une que l'autre. Ce qui compte, c'est la perspective menaçante de destruction de l'organisation de classe qu'est le

syndicat, quelle qu'en soit la direction, par intégration directe à l'Etat. Entre les syndicats d'Europe occidentale et les corporations phalangistes ou les « syndicats » d'Etat d'Europe orientale, il existe la même différence qu'entre les syndicats d'avant le fascisme, au sein desquels les communistes ont toujours considéré comme un devoir de militer pour les conquérir comme on a vu plus haut, et les corporations fascistes, que seul le parti communiste italien tombé sous la coupe du centrisme stalinien préconisa de noyauter, tandis que la Gauche qui avait fondé le Parti donnait pour mot d'ordre la reconstitution de syndicats de classe, c'est-à-dire de syndicats indépendants de l'appareil d'Etat.

Il ne fait pas de doute que la bourgeoisie occidentale rêve de corporations de type fasciste ou de syndicats d'Etat qui lui éviteraient les milliers ou millions d'heures de travail qu'elle perd chaque année du fait des grèves ouvrières, et bien pis encore. Il ne fait pas davantage de doute que les directions syndicales opportunistes ne demandent pas mieux, bien que formées — ironie de l'Histoire — d'« anti-fascistes » qui nous ont rebattu les oreilles de leurs louanges odieuses à la Démocratie pendant quarante-cinq ans !

L'inconnue, c'est la réaction de la classe ouvrière. Si la classe ouvrière se laissait faire, on aurait dans toute l'Europe occidentale un néo-fascisme qui ne différerait du fascisme historique que par un seul point : il se serait instauré sans violence. Si la classe ouvrière ne se laisse pas faire, si elle défend ses organisations indépendantes, ce n'est pas la Démocratie qui en tirera avantage, mais le Communisme au

sens propre du terme, car ce sera une reprise de la lutte de classe au moment précis où bourgeoisie et opportunistes croyaient pouvoir l'enterrer définitivement.

Quelle sera l'issue ? Nul n'est prophète. Quel est notre devoir ? Il n'y a à ce sujet aucun doute. Il nous faut défendre le syndicat de classe contre les menées du... fascisme non-violent, le reconstituer si celui-ci remportait momentanément la victoire. Cela, nous seuls, communistes internationaux, nous pouvons l'entreprendre. Et quand nous y serons parvenus, nous aurons prouvé qu'à l'époque impérialiste, le syndicat de classe ne peut pas survivre s'il n'est le SYNDICAT ROUGE, ce syndicat rouge que notre Internationale communiste avait voulu fonder dans les lointaines années 1920-21, non seulement en Europe mais dans le monde entier, et qui n'a qu'une garantie de survivre, avec il est vrai de nouvelles fonctions : la dictature du prolétariat.

Les lecteurs d'AIX-EN-PROVENCE, ANGERS, ARLES, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, STRASBOURG, TOULON, désirent prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARRE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra. Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

La mélasse nationaliste

(Suite de la 1^{re} page)

mation substituée aux superstitions de l'ancien régime, comme elle substitue dans le domaine politique la démocratie formelle au droit divin. Il s'agit toujours d'un opium, comme l'avoue naïvement l'auteur de l'article : « En tant qu'homme d'Etat, il (Lénine, NdR) consacre toute son énergie à faire en sorte que les peuples socialistes, en grande majorité analphabètes, deviennent cultivés et que la science prenne dans leur esprit la place de la superstition ». Il n'y a qu'à lire le bourrage de crâne intensif que la propagande castriste déverse au sujet de « la zafra de 10 millions de tonnes » pour douter du caractère démystificateur du stakhanovisme.

Il restait à faire dire à Lénine que le socialisme peut surgir du sous-développement. Ne trouvant pas (et pour cause !) de citation, l'auteur a recours à la falsification grossière ; il cite d'abord Lénine : « Pour vaincre, il faut comprendre à fond l'histoire du vieux monde bourgeois et pour bâtir le communisme, il faut mettre la technique et la science au service des plus larges groupes sociaux ; on ne peut les prendre qu'à la bourgeoisie. » C'est là l'expression la plus générale du passage du mode de production capitaliste développé au mode de production supérieur qu'est le socialisme. Ce que Lénine affirme, c'est donc que la science et la technique ont, comme l'ensemble des forces productives, déjà atteint un tel développement, que ce qui est à l'ordre du jour n'est pas tant un nouvel accroissement qu'une utilisation radicalement différente que seule une société socialiste peut réaliser. Mais voici l'interprétation de "Granma" : « Cette affirmation de Lénine se limite, du point de vue dialectique, à l'expérience russe. Dans les conditions historiques des nouvelles révolutions socialistes, on dispose dès le début de l'héritage culturel et scientifique des premiers Etats libérés de l'exploitation de l'homme par l'homme. » Cet « héritage », Cuba le paye assez cher, car on sait ce que coûte l'aide « désintéressée » de l'U.R.S.S. aux « pays frères ».

L'abdication totale de Cuba devant le stalinisme en général et l'U.R.S.S. en particulier, ne nous étonne ni ne nous choque, pas plus d'ailleurs que l'abandon de l'aide aux guerrillas d'Amérique latine. La pression économique a eu raison de ce qui pouvait passer, aux yeux des tiers-mondistes européens, pour de l'internationalisme. Cuba, au prix d'une exploitation effrénée des prolétaires agricoles et industriels, entame la longue marche de l'accumulation capitaliste. Ses chances d'y réussir sont minimes dans la concurrence internationale que l'approche de la crise rend encore plus féroce. La seule issue pour Cuba, mais aussi pour l'ensemble de l'humanité, est entre les mains du prolétariat des pays développés.

Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste International :

il programma comunista
journal bi-mensuel
et
il sindacato rosso
mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au "proletaire"

Correspondance :

"le prolétaire"
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert
Versements :
"le prolétaire"
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE
Abonnements :
"le prolétaire"
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
"programme communiste"
1 an : 15 F (150 FB)
"programme communiste"
et "le prolétaire"
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :
Prénoms :
Adresse :
.....
★ "proletaire" : 6 mois.
★ "proletaire" : 1 an.
★ "programme communiste"
★ combiné.
(Cocher l'étoile).